

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Juquin

C'est un fait établi: la candidature de Pierre Juquin à l'élection présidentielle accélèrera l'inéluctable déclin du Parti communiste. Et ce ne sont pas les médiocres prestations d'André Lajoinie qui pourront l'enrayer. Point n'est besoin de se réjouir. Voici plusieurs années que l'anticommunisme est devenu, dans notre pays, une passion inutile.

En décidant de se présenter, Pierre Juquin donne à une extrême gauche désarmée l'occasion de renouveler sa pensée, et de réinventer ses méthodes et son projet. Ce qui lui permettrait de retrouver une place dans le débat politique et d'y jouer un rôle stimulant. Souligner cette possibilité ne signifie pas qu'on souhaite la favoriser. Nous avons trop de divergences avec Pierre Juquin, en matière de Défense notamment, pour que nous puissions prendre part à sa campagne. Mais ce n'est pas une raison pour ignorer l'intérêt qu'elle présentera, si le candidat sait éviter la démagogie et l'habituelle langue de bois.

M 2242 - 479 - 11,00 F



3792242011001 04790

Bourse

La faillite des «libéraux»



Quart monde

**Notre
apartheid**

(p.5)

Nazisme

**Le dossier
Heidegger**

(p.9)

Minitel

La monarchie en question

● Question: A tous ceux qui se moquent un peu de la monarchie avec un air condescendant, que peut-on répondre ?

N.A.R.: Prenez appui sur des exemples tirés de l'actualité, faites observer que tout le débat politique tourne autour des questions de légitimité, de continuité et d'arbitrage auxquelles la monarchie apporte une réponse. C'est ce que le comte de Paris lui-même montre dans ses interventions et dans ses livres. L'impact de ce genre d'arguments est très important comme le montrent des sondages récents.

● Question: Plutôt que de réclamer un roi, ne feriez-vous pas mieux de réfléchir comment élargir notre démocratie ?

N.A.R.: Nous retournons votre question: « Et si c'était l'instauration de la monarchie qui était le meilleur moyen d'élargir la démocratie ? ». Voyez l'exemple des pays de l'Europe de l'Ouest qui sont en monarchie (et cela représente la moitié d'entre eux), et dites-nous si ce ne sont pas aussi ceux où la démocratie est la plus vivante ?

● Question: Vous êtes favorables à la monarchie héréditaire. Hors l'hérédité n'est pas du tout démocratique...

N.A.R.: Nous pensons au contraire que le système héréditaire est le meilleur moyen de garantir l'exercice d'une dé-

Avec plus de quatre cent questions posées en trois mois notre service minitel se révèle un étonnant moyen de dialogue avec le public. Il constitue dès aujourd'hui un remarquable « argumentaire » en faveur de la monarchie. Nous avons pensé qu'il serait intéressant d'en faire profiter les lecteurs de « Royaliste » qui trouveront régulièrement ici une sélection des questions les plus significatives.

mocratie réelle. En mettant le chef de l'Etat à l'abri des compétitions électorales, on le dégage des pressions exercées par les partis politiques, les groupes de pression, les puissances financières. Il se retrouve vraiment en position d'arbitre indépendant, permettant à la démocratie de fonctionner réellement. L'exemple des monarchies de l'Europe de l'Ouest est sur ce sujet particulièrement instructif.

● Question: Comment réagissez-vous quand on dit que vous êtes des passéistes ?

N.A.R.: En faisant remarquer que la monarchie est un régime qui sait s'adapter avec souplesse aux changements de mentalité, aux révolutions économiques et sociales et à la transformation des conceptions politiques. Il y a des monarchies dans des pays ruraux comme dans des pays industriels, dans des nations catholiques comme dans des nations protestantes, au Nord comme au Sud. La permanence



d'un pouvoir politique n'empêche pas les évolutions de toute nature, au contraire. Par exemple, ni la Grande Bretagne, ni la Hollande, ni l'Espagne ne peuvent passer pour des pays passéistes.

● Question: Qu'est-ce qui vous fait dire que les Français souhaitent le retour à la monarchie constitutionnelle ?

N.A.R.: Nous ne prétendons pas

que les Français souhaitent ce retour ! Ce serait suggérer qu'il existe un quasi-unanimité. Nous observons simplement, à travers les sondages, qu'un nombre important de Français est favorable à une telle solution et que beaucoup d'autres prennent très au sérieux l'hypothèse monarchique. Le succès de notre service minitel et la nature des questions qui nous sont posées en sont aussi un autre indice.

● Question: Alors que nous sommes déjà, en France, dans une monarchie républicaine, je ne vois pas ce que vous voulez de plus ?

N.A.R.: La « monarchie républicaine » n'est pas suffisante pour trois raisons majeures:

- elle ne garantit pas un arbitrage vrai puisque le chef de l'Etat est toujours l'élus des uns contre les autres.

- elle n'assure pas une continuité suffisante, puisqu'il y a une menace de rupture tous les sept ans.

- elle ne garantit pas suffisamment l'état de droit (nos libertés) car il n'y aurait pas de recours si un démagogue extrémiste était élu.

C'est pourquoi il faut prolonger la Constitution actuelle, en « réalisant » ce qui est aujourd'hui implicite ou trop partiel.

royaliste ♦

SOMMAIRE: p.2: La monarchie en question - p.3: Que veut la Bundeswerh ? - p.4: Naissance d'une idée - La revanche des économies - p.5: Notre apartheid - p.6/7: Entretien avec Jean Duvignaud - p.8: Souvenirs d'enfance - Un chêne dans la clairière - p.9: Le dossier Heidegger - p.10: Vitraux pour la cathédrale de Nevers - p.11: Action royaliste - p.12: Faillite des « libéraux ».

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

(1) 42.97.42.57
Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (60 F), 6 mois (115 F), un an (190 F), de soutien (350 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Que veut la Bundeswehr ?

Le voyage officiel de F. Mitterrand en R.F.A. intervient vingt-cinq ans après le triomphal voyage qu'y avait accompli Charles de Gaulle du 4 au 9 septembre 1962. Beaucoup de choses ont changé depuis et de Gaulle n'avait pas pu lui-même rééditer en 1966 cet événement historique. Cependant, on se souviendra d'une petite phrase prononcée par le Général à l'école des cadres de la Bundeswehr de Hambourg: « *les Français et les Allemands n'ont jamais rien accompli de grand sans que, chez les uns et les autres, la chose militaire y ait éminemment participé* ».

De Gaulle était plus sensible à la continuité de l'histoire allemande qu'à ses ruptures. Aujourd'hui, la Bundeswehr fait figure de grande muette. En discuter est apparemment un des grands tabous. Et pourtant elle existe. Les unités de la Force d'Action Rapide française l'ont rencontrée. Elles étaient placées sous son commandement lors des manœuvres du Danube, « Moineau hardi ».

On ne semble pas avoir beaucoup réfléchi au paradoxe que la double option zéro, et la pression pour une troisième option zéro (visant les armes nucléaires tactiques en Allemagne), si elles ne dénucléarisent pas l'Europe dans la mesure où subsistent à la périphérie les forces nucléaires française, britannique et américaine embarquée, dénucléarisent bel et bien l'OTAN, car ces forces ne sont pas soumises au commandement intégré. Le centre de gravité de la nouvelle OTAN se déplace donc considérablement et la soudaine candidature du ministre ouest-allemand de la Défense à la succession de Lord Carrington au poste de secrétaire général de l'Alliance paraît dans la logique des choses. La proposition de Kissinger de

Démantèlement des Pershing I-a, manœuvres franco-allemandes « moineau hardi », le ministre de la Défense allemand à la tête de l'Alliance atlantique, le paysage militaire allemand et donc européen se transforme de plus en plus vite.

confier à un Européen le poste de commandant en chef est encore plus logique, celui de secrétaire général (politique) allant, lui, à un Américain.

L'accent mis sur le conventionnel, sur la bataille, sur les blindés (la Bundeswehr est la première force blindée de l'alliance: 6000 blindés contre un peu plus d'un millier en France) curieusement est le seul qui « rassure » les Allemands alors que tout indique que c'est le plus « déstabilisant », qu'il n'y a rien qui s'appelle jamais un équilibre conventionnel, qu'il n'y a qu'une somme de déséquilibres, d'asymétries, qui autorise toutes les aventures. Pourquoi la France a peu de blindés ? Parce qu'elle a développé la technologie des armes anti-chars: l'épée l'emporte sur la cuirasse en ce domaine. On comprend les réticences allemandes à s'associer à nous

pour l'hélicoptère anti-chars.

L'Allemagne a toujours pratiqué avec succès le jeu de bascule entre l'est et l'ouest, entre Rapallo et Locarno. L'enjeu n'est d'ailleurs pas tant une dérive vers l'est qu'au bénéfice de cette peur à l'ouest, une affirmation de nationalisme. Le pacifisme même, en prônant une défense purement conventionnelle, témoigne en faveur du prestige militaire de l'Allemagne historique. Le refus du nucléaire c'est aussi le refus de se laisser dépouiller de la guerre selon les règles. L'institut de la Bundeswehr de Hambourg n'est pas placé pour rien sous l'égide de Clausewitz.

Pourquoi cette déception à l'égard de « Moineau hardi » ?

Le mépris du piou-piou, la faiblesse des blindés, mais aussi le choix géographique: le Danube et pas l'Elbe, Ratisbonne et pas Hambourg (seule ville de R.F.A. sur l'Elbe dont on oublie qu'ensuite il coule en R.D.A.), le flanc autrichien et non le traditionnel front des Teutoniques. Or ce flanc sud est aussi le mieux protégé par deux corps d'armée américains interposés entre l'allemand et le français. Enfin qui peut croire que la F.A.R. sans son armement nucléaire tactique, moineau sans son bec, a valeur d'avertissement ? La mission de la FAR durant ces manœuvres était donc rigoureusement opposée à celle qui a présidé à sa mise en place.

Tant d'incohérences ne trouveront pas de solution dans le seul cadre franco-allemand où elles se nourrissent. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, une réflexion s'impose au préalable entre Français et Américains, ainsi que Britanniques, sur ces questions soulevées par le désarmement au centre de l'Europe. Nous avons des intérêts communs: les Etats-Unis ne laisseront pas leurs forces en Allemagne si celles-ci doivent être dépourvues d'armement nucléaire tactique. Nous en revenons à grandes enjambées vers la renégociation de l'Alliance atlantique demandée par de Gaulle pour l'échéance de 1969. Posons la question ouvertement, de l'extérieur, plutôt que de la voir dévier subrepticement, de l'intérieur.

Le débat sur la « défense européenne » n'est sans doute pas la meilleure approche. Il ne sert qu'à obscurcir les données du problème, à justifier un nouveau retrait américain sans avoir rien prévu à sa place parce que l'Europe n'est pas en situation de rien prévoir à cet égard.

Yves LA MARCK



■ Sans ses missiles nucléaires la F.A.R. est un moineau sans bec...

Pérou

Naissance d'une idée

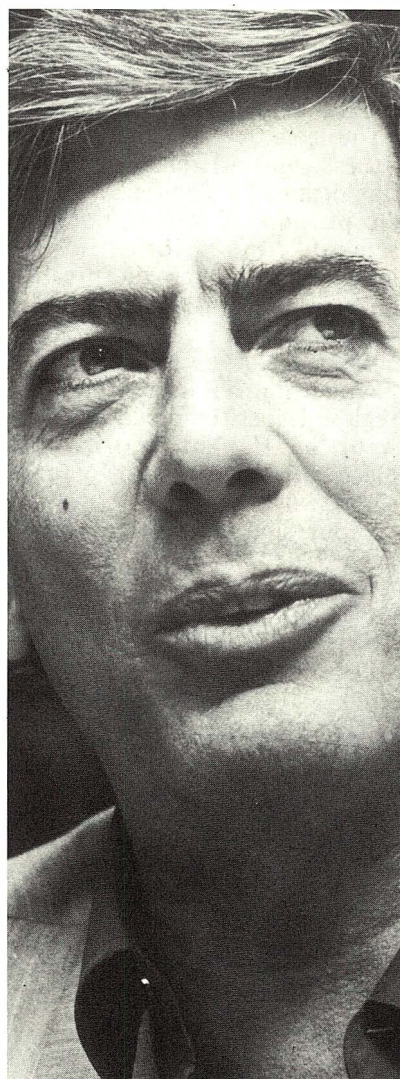
Peu commentée en Europe, passionnément suivie en Amérique latine, la dispute entre les intellectuels péruviens et le pouvoir, issue de la décision gouvernementale de nationaliser les banques, laisse percer un débat d'idées tout à fait original.

On entend souvent dire, à droite comme à gauche, dans le cadre du catalogue des idées toutes faites, que l'avenir de la culture et, n'ayons pas peur des mots, de la civilisation occidentale, a fui notre continent et se trouve maintenant en Amérique latine. Sans sombrer dans cet excès, il faut reconnaître qu'existe à l'heure actuelle chez les intellectuels latino-américains une originalité de la pensée qui mérite plus qu'un classement distrait dans nos schémas européens.

Tel est le cas du différend apparu récemment au Pérou entre deux anciens « camarades de combat », le Président de la République Alan García et l'écrivain Vargas Llosa (1). Motif du conflit: l'un (le président), de mouvance socialiste, veut nationaliser le système bancaire du Pérou, et l'autre s'y oppose violemment. Pas de quoi fouetter un chat, a-t-on l'air de penser en Europe, nous avons connu cela récemment en France, et d'ailleurs Vargas Llosa n'envisagerait-il pas par hasard de se présenter aux prochaines élections présidentielles du Pérou ?

Il est vrai que le débat politique officiel est tombé si bas dans notre pays qu'un tel procès d'intention chez un « candidat à la candidature » français serait hélas en grande partie justifié.

Ce n'est certainement pas le cas chez Vargas Llosa et sa violente prise de position mérite mieux qu'un simple communiqué de l'AFP. La presse latino-américaine ne s'y est pas trompée, qui accorde la plus



■ Mario Vargas Llosa

grande attention à ce débat. Car de quoi s'agit-il ?

Depuis plusieurs années la réflexion de Mario Vargas Llosa porte sur les avatars des idéologies « européennes » dans la société sud-américaine:

l'observation des applications, tant du « Libéralisme » (en clair: l'alignement sur les Etats-Unis) que du « Socialisme » (en clair: le contraire) l'a convaincu qu'elles aboutissent peu ou prou au même résultat: un hiatus complet entre le pouvoir, possédants ou partis, et la population, à de très rares exceptions près. En s'appuyant sur les travaux récents d'une équipe de sociologues péruviens, Vargas Llosa a montré à quel point dans son pays une société parallèle s'est créée, clandestine par force, immensément majoritaire et fonctionnant totalement en dehors des règles du « pays légal ». Dans cette optique la décision du gouvernement péruvien, qui concentre dans ses mains la totalité du pouvoir financier, est une ultime tentative pour récupérer un système qui lui échappe. Pour Llosa, cette application autoritaire et quelque peu sommaire par des technocrates formés à l'extérieur, est vouée à un échec pratiquement assuré mais au risque de paralyser plus complètement encore le Pérou.

Il est vrai que Mario Vargas Llosa ne propose encore aucune solution de rechange satisfaisante, et les sondages montrent bien qu'il n'est pour le moment absolument pas crédible comme dirigeant politique aux yeux de la population. Il n'en est pas moins certain que la réflexion de l'écrivain se poursuit et qu'elle représentera probablement dans les années qui viennent le grand espoir (ou démontrera l'échec patent) d'une politique indépendante adaptée à la personnalité des pays du continent sud-américain. Affaire à suivre donc, et à suivre avec la plus grande attention...

François GERLOTTO

(1) cf. « Cité » n°13.

Spéc

La revan éconómie

Octobre noir à la Bourse. Les fanatiques de l'économie de marché demandent à cor et à cri l'arbitrage des hommes politiques. Retour au réalisme ? Il faut le souhaiter.

Tout a commencé le mercredi 14 octobre lorsque le département d'Etat américain a annoncé les résultats du commerce extérieur pour le mois de septembre: 15,7 milliards de déficit. Logiquement le dollar a commencé à baisser. Pour interrompre ce mouvement les autorités américaines ont augmenté les taux d'intérêt. Les spéculateurs ont alors délaissé la bourse pour acheter des dollars, et le mimétisme, y compris à Paris, Londres, Tokyo et Francfort, a fait le reste. Ces derniers temps, aux Etats-Unis, tous les cambistes s'attendaient à une chute, l'occasion a donc fait le larron. En effet, depuis cinq ans les marchés financiers du monde entier n'ont cessé d'augmenter. Les placements en Bourse n'étaient pas le résultat d'une volonté d'investissement à long terme, mais la possibilité de réaliser en peu de temps une opération juteuse. La Bourse était devenue une sorte de casino où l'on gagnait à tous les coups. Seuls de doux rêveurs pouvaient imaginer qu'il en serait toujours ainsi.

Faut-il pour autant voir dans la soudaine faiblesse du « Dow Jones » à Wall Street (1) le début d'une nouvelle crise économique comparable à celle de 1929 ? A cette époque le krach boursier avait provoqué la faillite d'un grand nombre de banques car les spéculateurs avaient trop fait appel au crédit bancaire pour

lation

che des s réelles

leurs achats d'actions. Depuis, les économies capitalistes ont dressé plusieurs garde-fous pour que ne se renouvelle pas une pareille catastrophe. Pourtant les Etats n'ont pas su rester raisonnables. Ainsi, précise J.-K. Galbraith, « l'administration Reagan a accru les périls en augmentant la masse de monnaie américaine détenue par les non-résidents du fait des déficits extérieurs ». Le fait est que depuis plusieurs années maintenant, les Etats-Unis vivent au-dessus de leurs moyens et accumulent les déficits tant extérieurs qu'intérieurs; le premier permettant grâce à la conversion des dollars détenus par les banques centrales de leurs partenaires commerciaux, en bons du trésor américain, de financer le second. Il est d'autre part inutile de rappeler que l'endettement gigantesque des Etats du tiers-monde fait peser une menace sérieuse sur le système bancaire occidental. Si, à force de négociations interétatiques la crise du système de crédit a été évitée plusieurs fois, la menace plane toujours. Et la solution ne peut être que politique.

Pour en rester à l'épisode actuel il suffit de constater que, face à la surévaluation des marchés financiers due à la spéculation au cours des cinq dernières années, l'actuelle baisse est un retour normal des choses. Dans l'immédiat, une réunion du « G 7 » (2) est nécessaire pour que les dirigeants des principaux pays capitalistes tirent la leçon du remue-ménage des derniers jours et repartent sur de nouvelles bases, plus conformes aux réalités économiques.

P.L.R.

(1) Indice des 30 plus grandes valeurs américaines de la Bourse de New-York.
(2) Groupe des 7 pays les plus industrialisés.

Quart-Monde

Notre apartheid

Nous ne savons même pas combien ils sont... les exclus de notre société moderne.

Et pourtant, les statistiques foisonnent, les sondages pullulent, la quantité sociale, économique, nous est servie chaque jour au petit déjeuner au bout d'une fourchette de plus en plus pointue. Fines approximations bien faites pour nos fines gueules de citoyens gourmets. Travelling permanent sur les mille créneaux de la détresse: courbe du chômage, nombre des prisonniers, chiffre supposé des séropositifs au SIDA, masse des immigrés intrus, peuple caché des vieillards dépendants, multitude des malades condamnés, puis agonisants, cargaisons de fœtus avortés, troupes d'handicapés mentaux et corporels, de fous, de suicidés, de drogués, d'errants, d'affamés, d'alcooliques, d'illettrés, de petits et de grands sous-alimentés, insomniacques, traînant leur parano coupable d'un guichet de sauvetage à l'autre, enfants sous-doués voués au sempiternel rattrapage jusqu'à l'irratrappable ratage...

Nous passons nos loisirs les plus paisiblement familiaux, le soir devant la télé, à dresser en

détail la nomenclature des phénomènes humains et sociaux sordides, indésirables, qui nous ont par chance épargnés. Mais eux, qui en sont victimes, nous ne savons pas qui ils sont.

A l'idée de ces montagnes d'échecs, de cet océan de souffrances, de cette immense galère, quelle belle complexion d'optimisme il faut avoir pour ne pas défaillir et attaquer son steak ou son feuilletton du soir en bon père de famille humaniste et chrétien, démocrate et social, ami de la nature et des bêtes, protecteur des sites, électeur zélé, consciencieux actionnaire et fidèle co-tenancier de l'honorable maison close d'où les déshérités sont à jamais exclus.

« Le bonheur est mon droit. J'ai courtoisé, cotisé, misé toute ma vie pour ça. Taille-toi, clodo, bougnoule, contaminé ! Touche pas à mon jack-pot ! T'es pauvre, tu pue, je ne veux pas savoir qui tu es. »

Pauvre; parvulus, petit - comme on dit dans le sud: « Mon pôvre ! » et ce n'est pas condescendance mais tendresse, émotion, respect. La mémoire

du langage est plus fidèle que nous; elle s'inspire encore de cette communauté archaïque et inégalitaire où les Grands étaient censés savoir depuis l'enfance qu'ils n'auraient pas trop de toutes leurs richesses pour se faire pardonner d'être aussi haut - sinon, malheur à eux ! Ils seraient à leur tour et pour l'éternité exclus, disqualifiés et confondus et, pire que devenus les derniers, renvoyés (ainsi qu'il est dit dans le Magnificat) renvoyés les mains vides...

Renvoyés, comme nos frères aux mains vides le sont aujourd'hui: non point en un lieu précis, une maison natale d'où ils n'auraient pas dû s'aventurer au large, mais renvoyés au non-lieu, au *no man's land*, à la zone, évacués du domaine que nos media acceptent de couvrir, nos yeux de parcourir, et relégués de plus en plus à l'écart, comme ces vagabonds qui, des stations de métro interdites, s'enfoncent dans les tunnels et là, recroquevillés dans d'étroites niches-refuges, se terrent.

Et voilà le paradoxe: alors que jamais les moyens légaux, financiers et techniques au service de la solidarité sociale n'ont été si puissants, plus de trois millions de nos concitoyens souffrent de la misère !

Le Père Wresinski, l'Abbé Pierre, vivent parmi eux. Ce qui rend leur témoignage irrécusable: *Aucune providence d'Etat ne peut suppléer à la carence des liens sociaux*. Et, plus généralement, la Politique est une; si elle choisit de servir Mammon et ses richesses sous prétexte que les miettes du festin nourriront les pauvres, elle parvient à cela-même que nous déplorons.

Nous ne savons pas QUI ils sont.

Luc de GOUSTINE



La solidarité

● **Royaliste:** Quelles sont les principales manifestations de ce lien social ?

● **Jean Duvignaud:** Il y a d'abord le lien de sang qui attache les gens dans une famille, une tribu, un clan: c'est sans doute le premier lien et le plus solide, et celui qui a entraîné le plus de littérature dans la mesure où ceux qui rompent ce lien ont été amenés à exprimer, dans la poésie et le roman, la dureté de cette rupture. Ce lien repose sur le mythe de la transmission par le sang, mais c'est un fait que ce mythe crée des groupes.

Le deuxième lien est spatial. Je me suis surtout penché sur les villes, qu'elles soient grecques, italiennes, médiévales, et j'ai insisté sur le fait qu'il y a plus de rapports entre Bologne, Florence et Venise, ou entre Amsterdam et Anvers, qu'entre ces villes et le monde féodal qui les entoure. Nous sommes ici devant des convergences qui sont au-delà du temps, au-delà de l'histoire, mais qui font partie de cette histoire elle-même. Ces villes formaient des communes, ce qui veut dire «serment». Ces personnes qui faisaient serment étaient sans feu ni lieu, c'est-à-dire qu'ils n'appartenaient à aucune hiérarchie féodale, à aucune cléricature, et se définissaient justement par le fait qu'ils n'étaient rien. Pendant plusieurs siècles, ces communes ont joué une sorte de double jeu entre les pouvoirs et entre les royaumes et c'est ainsi qu'elles se sont affirmées. Ces villes ont été des lieux de solidarité très forte, qui ne doivent pas faire oublier les solidarités paysannes, cléricales (les monastères), artistiques, techniques (Phidras n'a pas construit le Parthénon tout seul), financières, féodales, corporatives...

Il y a ainsi de très nombreuses solidarités, que je ne peux pas toutes énumérer. C'est au 17^{ème} siècle qu'apparaît la prise de conscience de l'autonomie de ces groupes. C'est Grotius qui a traité le premier cette question du droit social, suivi par son disciple Leibnitz pour qui «*la situation d'autrui est le vrai point de perspective en politique aussi bien qu'en morale*». Cela signifie que c'est en fonction de l'autre, en fonction de notre participation aux autres, que nous définissons une politique et une morale: donc point de définition artificielle, abstraite et arbitraire. On retrouvera cette idée chez Locke: pour lui, le consensus des hommes

trouve dans le souverain l'adhésion qui lui permet de créer une légalité. Ainsi, il ne s'agit pas d'écraser les volontés et les désirs, comme chez Hobbes, mais au contraire de leur donner un sens à travers un pouvoir. L'idée du droit social a été reprise au 18^{ème} siècle par les physiocrates et par Condorcet et elle a certainement inspiré les premières étapes de la Révolution française, notamment la fête de la Fédération.

● **Royaliste:** Comment se vivent les solidarités à l'époque moderne ?

● **Jean Duvignaud:** L'Angleterre du 18^{ème} siècle est le premier pays où sont apparues

● **Royaliste:** Pourquoi avez-vous décidé de consacrer un livre au thème de la solidarité ?

● **Jean Duvignaud:** L'idée n'est pas de moi, mais du directeur de la collection, Jean Montalbetti, disparu il y a peu de temps. Comme le terme de solidarité est très général (on parle de solidarité gouvernementale, de Solidarnosc, etc.) je me suis efforcé de lui appliquer une analyse scientifique et c'est ainsi que j'ai été amené à étudier moins la solidarité que le lien social - c'est à dire ce qui unit les hommes entre eux et crée ce qu'on appelle en sociologie la «socialité». Je me suis attaché au vécu social, plus qu'aux formes de la vie sociale, plus qu'à l'abstraction de la solidarité. D'autre part, je montre que ce lien social change selon les types de société et que l'on ne peut pas appliquer universellement des idées qui ne sont valables qu'en un seul lieu. Enfin, la place que les hommes et les femmes occupent dans une société aide à définir leurs possibilités de solidarité, de rassemblement, de réunion. Il s'agit donc d'un travail empirique, qui consiste à chercher le noyau dur de la réalité concrète et vivante qui se cache derrière les apparences.



des formes de sociabilités tout à fait nouvelles, liées au travail industriel. La Révolution française n'a rien connu de tel, puisque la loi Le Chapelier interdisait les associations professionnelles. C'est beaucoup plus tard que le mouvement ouvrier s'est constitué dans notre pays, par une prise de conscience de son autonomie en fonction du métier. Marx a été fasciné par ce phénomène, qu'il avait pu observer à Paris grâce à Heine. A ce sujet, il faut souligner que la prise de conscience ouvrière, en France comme plus tard en Russie, a été proudhonnienne et non pas marxiste comme on le croit fréquemment.

Il me semble qu'au 19ème siècle on voit apparaître trois grands espaces de servitude dans lesquels on va inclure les hommes, les mobiliser pour une idée qui les rassemble beaucoup plus qu'elle ne sert leur liberté. C'est d'abord l'idée de nation, telle que la définit le nationalisme, c'est l'idée de race, et c'est l'idée de classe. Il y a là ce que Sartre appelait un processus d'homogénéisation qui consistait à loger les individus à l'intérieur d'une définition. Bien sûr, la classe et la nation ont été d'importants modes d'action et de transformation sociale mais ces grands ensembles ont plus ou moins effacé les possibilités d'auto-détermination.

Aujourd'hui, nous voyons émerger de multiples formes de regroupement de sociabilité, que l'on pourrait appeler des convivialités, des formes de connivence, des « niches », c'est-à-dire des lieux de regroupement autour de la musique, de la danse, du jeu. D'autre part, les technologies nouvelles ont elles aussi créé leurs formes de convivialité et de regroupement, sans doute momentanés, éphémères, mais qui existent. Ainsi la moto, et maintenant le minitel. De même, dans les laboratoires scientifiques, la sociabilité existe en fonction de ce que l'on veut faire. C'est vrai aussi pour les groupes d'artistes (pensez à Montparnasse), des chapelles intellectuelles. En politique aussi, le rôle que peuvent jouer les petits groupes va beaucoup plus loin que ce qui apparaît dans les sondages.

En somme, nous assistons à un retour à des éléments du vécu social qui n'ont jamais été pris en compte, ou très peu, par l'anthropologie et la sociologie et qui sont peut-être fondamentaux. Nous avons l'habitude de penser que les structures sociales précèdent l'existence. En fait, je me demande si la manière dont nous vivons les structures n'est pas plus importante.

● **Royaliste:** Cette investigation du vécu ne pose-t-elle pas des problèmes considérables au sociologue ? Ne risque-t-il pas de glisser vers la littérature ?

● **Jean Duvignaud:** Si, mais pourquoi pas ? Un livre de sociologie doit être bien écrit ! Mais il est vrai que les problèmes de méthode sont considérables: l'enquête, à partir de conversations, est toujours difficile à réaliser, ne serait-ce que pour des raisons matérielles, mais elle est toujours passionnante. Ainsi, en 1981, à la faveur d'une enquête sur les tabous des Français, nous avons découvert vis-à-vis de la mort une appréhension très différente de celle qu'on pouvait avoir autrefois. La mort est perçue comme quelque chose qui peut se vivre en convivialité: un groupe peut aider à accepter la mort. Mais il faudrait aussi étudier la solitude sociale, qui est un phénomène considérable puisque la drogue et la violence viennent de là. En ce qui concerne la croyance religieuse, les choses

ont aussi changé: par exemple beaucoup de catholiques n'acceptent plus les consignes des prêtres. De même, la sexualité a beaucoup changé depuis une dizaine d'années: il n'y a plus l'obsession de l'orgasme, mais un net retour à la tendresse - il suffit d'écouter les chansons. Tous ces connaissances ne peuvent pas être acquises par sondage. Pour en revenir à la littérature, notez que les romanciers ont précédé les sociologues et ont fait de meilleures observations que ces derniers. Il y a beaucoup plus de choses chez Balzac, Flaubert et Zola qu'il n'y a souvent chez les sociologues. Il n'y a donc pas de séparation radicale entre les deux domaines. Mais la littérature a cessé de se préoccuper des questions sociales, et s'est refermée sur elle-même.

● **Royaliste:** N'y a-t-il pas, dans notre pays, un grand refus de se connaître soi-même ?

● **Jean Duvignaud:** C'est exact. En France, ce ne sont pas les sociologues qui font l'essentiel du travail d'investigation, mais les historiens. Les grands historiens d'aujourd'hui, qu'il s'agisse de Duby, de Le Goff, de Le Roy Ladurie, de Nora ou d'Ariès ont fait une excellente recherche sur le passé et commencent à se rapprocher de notre époque. Ou bien ce sont des étrangers comme Zeldin, sur les passions françaises, ou Eugen Weber sur la fin des terroirs, qui se penchent sur notre pays.

● **Royaliste:** Vous connaissez bien les pays d'Islam. La force actuelle de cette religion n'est-elle pas d'avoir conservé de grandes solidarités, par exemple pendant les périodes de Ramadan ?

● **Jean Duvignaud:** J'ai fait le Ramadan, et je me suis d'ailleurs aperçu que ce sont les occidentaux qui ont appris aux musulmans à faire une fête chaque soir. Pendant les guerres d'indépendance, le Ramadan signifiait la solidarité contre l'étranger. Puis il y a une baisse de la pratique. Maintenant, il y a effectivement une solidarité qui joue, une participation réelle qui est la seule manifestation de ce genre qui existe dans le monde. Si nos civilisations n'ont plus de fêtes, c'est peut-être parce qu'il n'y a plus de grande forme de privation. Les chrétiens ont connu cela au Moyen Age...

propos recueillis
aux « mercredis » de la N.A.R.

Jean DUVIGNAUD

Ecrivain, sociologue, professeur à Paris VII, Jean Duvignaud dirige la revue L'internationale de l'imaginaire. Ses principaux livres sont Sociologie du théâtre, Introduction à la sociologie, Fêtes et civilisations, Le propre de l'homme, Histoire du rire et de la dérision. Son dernier ouvrage La Solidarité est paru dans la collection « Idées-forces » aux éditions Fayard. (Prix franco 89 F.).

Détail

Souvenir d'enfance

Avec retenue, et une grande qualité technique, le dernier film de Louis Malle, «Au revoir les enfants», porte un témoignage qui tombe à point nommé pour rappeler à l'ordre les assassins de la mémoire.

Après dix ans passés aux Etats-Unis, où il a réalisé cinq films, Louis Malle est revenu en France en 1986, pour écrire le scénario de son premier film français depuis *Lacombe Lucien*. L'action se déroule pendant la seconde guerre mondiale (fin 43-début 44), dans un collège pour enfants issus de familles aisés. Julien, le héros, est plutôt bon élève. Un beau matin débarque, le mot n'est pas trop fort, Jean Bonnet, un étrange pensionnaire, très bon élève aussi. D'abord Julien va voir en lui un rival puis, très vite, parce qu'ils partagent le même amour de la lecture, il va essayer de conquérir son amitié. Mais les choses ne sont pas simples car Bonnet est un enfant juif, recueilli dans le collège, avec trois autres de ses coreligionnaires.

Partant de ce souvenir d'enfance et y mêlant des éléments de pure fiction, Louis Malle réalise un film poignant dans lequel il parvient à éviter le piège du manichéisme. Il décrit simplement la vie de tous les jours dans un

collège pendant la guerre. Si son cœur penche en faveur des résistants, il ne noircit pas les collaborateurs et les miliciens, mais les présente comme des instruments entre les mains de l'ennemi. Joseph, celui par qui le scandale arrive, n'est pas un mauvais bougre; c'est pour se venger d'une injustice commise à son encontre par le Supérieur, qu'il va tout raconter à la Gestapo.

Depuis ces événements, plus de quarante ans ont passé et jusqu'à sa mort le héros restera marqué par ce matin de janvier où il vit partir son camarade pour une destination qui, à l'époque, lui était inconnue. Une phrase prononcée hors-champ par Louis Malle exprime ce sentiment de malaise sur lequel se termine le film. Il est important que les personnes qui ont vécu de tels moments, même si elles n'ont pas le talent de Louis Malle, viennent porter témoignage. Demain, il sera trop tard.

Nicolas PALUMBO



Anouilh

Un chêne dans la clairière

Jean Anouilh n'est plus. Il a quitté un monde sur lequel il portait un regard sans illusion. Pourtant, ce regard nous manquera.

On n'en finirait pas de citer les pièces d'Anouilh qui, presque toutes, connurent le succès: une cinquantaine pour un demi-siècle. Sa plume, presque toujours féroce, est prompte à dénoncer les petites gens du genre humain. Riche ou pauvre, personne n'y échappe, il n'y a pas que l'argent qui corrompt. Le troisième personnage des pièces d'Anouilh, contrairement aux œuvres de boulevard que l'on oubliera, ce n'est pas l'amant, mais le temps: «C'est toujours ce qu'il y a de plus beau, les commencements» (l'Alouette).

plus que royaliste, Anouilh l'était sans aucun doute: «J'ai voté pour la dernière fois en 1987» (Les Poissons rouges). Il n'empêche que la Monarchie a souvent tempéré la réaction et donné des intuitions géniales à celui qui, sans cela, n'aurait été qu'un conservateur aigri. Il fait dire à Bitos qui, déguisé en Robespierre, tue Chénier: «... un poète de moins, c'est toujours ça de gagné. Quand on veut mettre le monde en ordre». On ne peut mieux résumer le totalitarisme moderne.

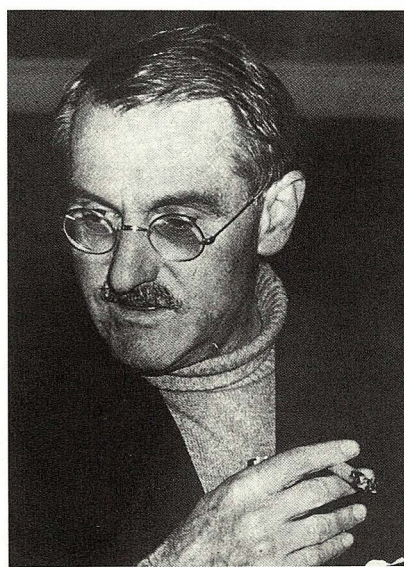
LES FABLES

Cet antigauilliste de toujours s'est sans doute trompé, mais avec quel talent. Si l'on connaît les pièces ou l'œuvre cinématographique d'Anouilh, on connaît peu ses fables; un genre qui ne tolère pas la médiocrité. «Pour son air de bravoure et pour sa haute taille, la girafe un jour voulu être roi» (La Girafe et la tortue). Chacun aura compris. Mais on ne peut retirer à ce moderne La Fontaine une soif d'absolu et une inébranlable fidélité à soi-même. Peintre féroce et parfois désespéré, il aura refusé tous les honneurs, ce qui n'est pas si fréquent... «Le Chêne et le roseau» s'achève ainsi:

«Le géant qui souffrait, blessé,
De mille mort, de mille peines,
Eut un sourire triste et beau;
Et avant de mourir, regardant le roseau;
Lui dit: je suis encore un chêne».

Jean Anouilh disait: «Vous ne le savez peut-être pas, vous autres, mais tout au bout du désespoir, il y a une blanche clairière...» Il y aura désormais un chêne de plus dans la clairière.

Alain SOLARI



Réactionnaire et «nostalgique» d'un temps qui n'exista sans doute jamais, Jean Anouilh le fut sans complexe. A temps et à contretemps, il apporta jusqu'au bout, sans souci de critiques et des modes intellectuelles en place, sa part de vérité: «toujours plus de confort, voilà notre nouveau cri de guerre. Il a remplacé Montjoye St Denis» (L'Hulurberlu, ou le réactionnaire amoureux). Monarchiste

Le dossier Heidegger

Martin Heidegger



C'est peu dire que Heidegger a marqué le siècle philosophique. Par sa lecture des Grecs et de Nietzsche, par sa conception de l'histoire et de la métaphysique, qu'il estimait achevée, par sa pensée de l'Etre et du temps, du nihilisme et de l'essence de la technique, le philosophe de Todtnauberg a manifestement réorienté les tâches de la pensée et conduit à de nouveaux modes de questionnement.

Sur cette œuvre considérable, fascinante pour certains, les éclairages savants n'ont pas manqué, qui nous permettent d'affronter les difficultés de la langue et de la pensée heideggeriennes. Une part d'ombre est cependant demeurée, qui touche l'engagement politique du philosophe allemand. Professeur déjà éminent à l'époque de Weimar, l'auteur de *Sein und Zeit* fut élu recteur de l'université de Fribourg en 1933, adhéra au parti national-socialiste et prononça une série de discours engagés. Démissionnaire en 1934, Heidegger observa ensuite, du moins semblait-il, une grande réserve à l'égard du nazisme, qui ne l'empêcha pas d'être interdit d'enseignement en 1945.

LA QUESTION DU SILENCE

Du vivant du philosophe, puis après sa mort en 1976, des polémiques s'engagèrent autour de ce passé pour le moins suspect. Contre ceux qui accusaient Heidegger de complicité ou de complicité politique et idéologique, les disciples opposaient sa naïveté, le peu de temps passé au rectorat, et les persécutions dont il fut ensuite victime (1). Malgré ces plaidoiries, subsistait la question que posait Georges Steiner dans le livre qu'il consacra, voici quelques années (2), à la pensée du philosophe : pourquoi, après 1945, ce silence complet sur l'holocauste ? Pas de réponse satisfaisante à cette interrogation, mais au contraire des indices qui entretenaient le malaise : l'hommage rendu en 1951 aux soldats allemands prisonniers des soviétiques, comme si c'était le seul véritable scandale de la guerre (3), l'évocation dans un cours de 1953 de la « vérité intérieure et de la grandeur » du national-socialisme, encore présenté comme une sorte de révolution trahie dans l'entretien posthume publié par le *Spiegel*. Orgueil du penseur qui ne veut pas admettre son erreur, comme le prétend J.-M. Palmier, ou bien persévérance dans celle-ci et ébauche d'un révisionnisme ?

La controverse en était à ce point lorsque parut, voici peu de jours, le Heidegger et le nazisme de Victor Farias (4). Ancien élève de Heidegger, docteur en philosophie et actuellement professeur à l'université de Berlin, Farias s'est livré à une longue et minutieuse enquête dont le résultat est accablant. Il ne s'agit pas d'une collection de rumeurs, de calomnies et de procès d'intention que les inconditionnels du philosophe peuvent balayer avec mépris, mais de faits et de textes, solidement étayés, soigneusement référencés, qui jettent une lumière cruelle sur le comportement politique et éthique de Heidegger, et un grave soupçon sur des aspects importants de sa philosophie.

Du livre de Farias, il ressort clairement que l'adhésion de Heidegger au parti nazi ne fut ni une naïveté regrettable et regrettée, ni un compromis tactique dans un temps de détresse. De la jeunesse du philosophe à sa mort, il y a continuité dans les sentiments politiques, et fidélité à une bien étrange figure. Eduqué dans un milieu traditionaliste, populiste et catholique, formé à l'histoire par des professeurs de droite et d'extrême droite, Heidegger choisit de consacrer son premier écrit au moine fanatique et antisémite Abraham a Sancta Clara, qu'il honora de nouveau d'une conférence en 1964.

UN ACTIVISTE

L'idéologie national-socialiste trouva donc un terrain favorable chez Heidegger, et l'acceptation du Rectorat de Fribourg fut loin d'être une parenthèse. Entouré d'une majorité de professeurs nazis choisis par lui, Heidegger fut un recteur militant, non seulement dévoué, mais inspirant et développant le projet populiste et « révolutionnaire » des S.A. qui dominaient alors l'université. Cet engagement fervent est établi par le célèbre discours du Rectorat, très élogieusement commenté par la presse nazie, et par l'hommage à Schlageter (un terroriste fusillé par les Français dans la Rhur occupée), où se retrouvent la mythologie « aryenne » du sang et du sol, du combat et du sacrifice. Discours de circonstance ? Non pas. Le recteur de Fribourg participe activement à la mise au pas de son université, endoctrine les étudiants nazis, les soutient dans leur combat contre les organisations juives et catholiques, et prend des mesures administratives telles que l'exclusion des professeurs juifs, l'obligation du salut nazi avant et après les cours, la création de cours d'hygiène raciale. Heidegger ira même jusqu'à dénoncer plusieurs de ses collègues, dont un futur prix Nobel de chimie, coupable à ses yeux d'opinions pacifistes pendant la première guerre mondiale. Par ses projets de réforme universitaire, par son soutien public aux grandes décisions du Führer, par les manifestations auxquelles il participe, Heidegger apparaît comme un activiste de l'hitlérisme.

Pourtant, le recteur de Fribourg démissionne de ses fonctions en 1934 et sa biographie indique qu'il observera dès lors « une réserve totale à l'égard du nazisme ». La vérité est toute différente. D'une part, Heidegger continuera de payer scrupuleusement ses cotisations au parti nazi jusqu'en 1945. D'autre part, sa « retraite » politique, loin de signifier un rejet du nazisme, s'explique par la liquidation de la fraction national-populiste des S.A., qui marque aux yeux de Heidegger le dévoiement des principes originels du nazisme. Enfin, Farias établit que le philosophe continuera d'être publié et honoré par le régime et vanté dans les revues nazies les plus orthodoxes jusqu'à la fin de la guerre. Ainsi, il est clair que, pour se sauver après la défaite de l'Allemagne, Heidegger a menti sur son passé, abusé ses amis (parmi lesquels Hannah Arendt et René Char), tout en manifestant explicitement sa fidélité aux principes originels du nazisme.

Peu se doutaient que Heidegger fût allé aussi loin dans l'engagement et dans la bassesse. Le premier choc passé, il reste à penser la question la plus difficile, que Farias aborde trop succinctement : dans quelle mesure le nazisme militant du philosophe procède-t-il de sa pensée ? Selon l'auteur de Heidegger et le nazisme, la conception de la vérité exposée dans *Etre et temps*, le souci d'une existence authentique qui se réaliserait dans une communauté du peuple traditionnelle et héroïque, coïncideraient avec l'idéologie national-socialiste, de même que l'exaltation du pays natal rejoint la mythologie völkisch. Mais le souci de l'Etre, mais la réfutation du prétendu biologisme de Nietzsche, mais la réflexion sur l'essence de la technique et sur le nihilisme ? La pensée heideggerienne permettrait-elle de comprendre et de rejeter le mouvement et l'idéologie dans lesquels Heidegger s'est déshonoré ? La question reste douloureusement posée.

Yves LANDEVENNEC

(1) cf. J.-M. Palmier. *Cahier de l'Herne sur Heidegger*, Livre de Poche 1986
(2) G. Steiner, *Martin Heidegger*, Albin Michel 1981, (réédition en 1987 : 40 F franco).

(3) Cf. les citations et les commentaires d'Elisabeth de Fontenay in *Le Messager européen*, N°1. Editions P.O.L. 1987

(4) Editions Verdier. Préface de Christian Jambet

Des Vitraux pour la Cathédrale de Nevers

Au musée archéologique de Dijon, la présentation du projet de René Durrbach pour les verrières de la Cathédrale de Nevers témoigne pour l'art sacré et interpelle le Politique.

Vision corporelle de l'Eglise (3), tandis que, au plan politique, la brisure axiale de l'édifice a pu marquer, à l'époque de la condamnation des templiers, l'échec définitif des rêves de « chrétienté ».

Tout ceci, qui nourrit la méditation de l'artisan, ne donne lieu à aucune « figuration ». « La question est non pas: quelle image montre ce vitrail, mais comment est-il élaboré ? » (4). Le dessin, auquel le plomb participe intimement, trace des hiéroglyphes qui « s'adressent non pas au mental par des concepts mais directement au regard, à l'âme. Il faut laisser parler le signe, le laisser œuvrer en nous » (5).

Dix ans après l'accomplissement des 68 verrières de Mézières, René Durrbach présente au Musée archéologique de Dijon - jusqu'au 30 novembre - un projet pour l'ensemble des verrières de la Cathédrale de Nevers. Dix cartons grandeur, de 5 à 7 m de haut, 28 gouaches, près de 200 dessins, 50 « empreintes », 3 grandes compositions, bleu, jaune, rouge, et des plans colorés entourent cinq disques de bronze: ce peintre est un sculpteur.

François BOURGUIGNON

- (1) Au Musée des Beaux Arts de Dijon, dans la salle des gardes du Palais des Ducs, une tapisserie tissée à Tournay vers 1470 montre un « Charlemagne bâtisseur d'églises » revêtu et couronné de fleurs de lys.
(2) Cyr, du grec Kuros, pouvoir souverain. Kurios: le Seigneur;
(3) Ephésiens I 22,23.
(4) Henri Giry, Cahiers de Bourgogne IV.
(5) Ibid.



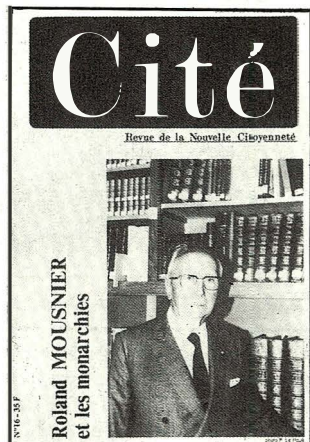
l'avènement en Occident d'un pouvoir « très chrétien » (2).

Soumis à la Dédicace et à l'Histoire René Durrbach développe son programme dans la soumission également à six siècles d'architecture. De cette diversité - du Carolingien à la Renaissance - certains tirent argument pour découper l'édifice en tranches dont on attribuerait les verrières à des stylistes différents ! C'est au contraire l'unité que veut servir René Durrbach: « l'important c'est de donner - ou restituer - au corps du sanctuaire sa lumière ». Fidélité à la leçon de Delaunay dans le tableau « St Séverin » (1910) car, dit-il encore, « pour être verrier, il faut être peintre ».

« *D*e gueules au sanglier défendu d'argent, chargé d'un Saint Cyr au naturel et au nimbe d'or, au chef d'azur semé de France », le blason du chapitre de « l'insigne et royale église de Nevers » commémore le songe de Charlemagne (1): il se vit assailli par un sanglier et en péril de mort; un enfant nu apparut, qu'il promit de vêtir; l'enfant enfourcha le sanglier et le conduisit sous l'épée du souverain. L'évêque Jérôme expliqua le songe: l'enfant à revêtir était sa chapelle St-Cyr qu'il fallait relever. Ainsi naquit la cathédrale romane. Il revient aujourd'hui au même pouvoir d'Etat de doter l'actuelle cathédrale de son ultime vêtement de lumière.

Deuxième signification du songe: libre et sauvage, le sanglier est l'image de l'Esprit: « Tu ne sais d'où il vient ni où il va, mais tu l'entends ». L'innocence désarmée qui le conduit vers l'Empereur est l'Eglise qui offre à Charles l'union du spirituel et du temporel. L'occision du sanglier est signe de parité ou d'absorption. On peut aussi y voir l'abus que Charlemagne, et d'autres, feront de cette Alliance. Affaire à suivre...

Or l'enfant n'est autre que saint Cyr, qui précéda sa mère sainte Julitte dans le témoignage de foi sous la persécution de Dioclétien. Les reliques du glorieux enfant furent offertes à Nevers à l'aube du IXe siècle. Le Fils qui montre le chemin à sa Mère est une des plus belles dédicaces dont puisse être marquée une cathédrale. Et Cyr, datant de son martyre la chute de Dioclétien annonce par le songe de Charlemagne



Le but de cette revue n'est certes pas de marteler une quelconque propagande royaliste. Les thèmes traités ne pourront pourtant pas laisser indifférents les lecteurs de « Royaliste ». Des quelques réflexions de l'éditorial sur un colloque portant sur les monarchies, à la puissante synthèse de Roland Mousnier, de l'Institut, sur le phénomène monarchique dans l'Histoire, des comptes rendus de livres (théorie de la justice chez John Rawls) ou de séminaires (sur l'individualisme, à la Fondation Saint-Simon), à la revue des revues (sur le thème des hiérarchies) et à nos chemins du monde (cette fois-ci le Japon), tous sauront faire leur miel et les plus attentifs, les plus fidèles, comprendront les enjeux qui se dessinent pour nous dans la « conquête de l'intelligence ».

BON DE COMMANDE

à retourner à « CITE »
17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS

Nom

Prénom

Adresse

☐ commande le n°16 de
« Cité » et verse 35 F

☐ s'abonne à « Cité » pour 4
n° et verse 125 F

Règlement à l'ordre de « Cité »
CCP 23 982 63 N Paris

la nouvelle action royaliste

36.15 tapez AGIR*NAR

sur minitel

Engagement

Et pourquoi ne pas adhérer à la N.A.R. ?

En adhérant à la N.A.R., vous nous donnez les moyens de mener une action efficace pour faire connaître les idées royalistes.

Un récent sondage (IPSOS-Le Point du 21/1/87) donnait 17% d'opinions favorables à la monarchie. Pourtant les royalistes sont peu connus et leurs quelques résultats électoraux sont bien maigres...

C'est à partir de cette double constatation que nous avons décidé de mener une campagne de « popularisation » de la N.A.R., car il serait en effet dommage de ne pas profiter du courant de sympathie qui se dessine en faveur de la monarchie.

Pour débiter cette campagne, nous avons édité un petit fascicule « La N.A.R. en 9 questions » que nous avons envoyé à nos lecteurs (si vous ne l'avez pas reçu, demandez-le nous en joignant 2 timbres pour frais d'envoi). Il contient tous les renseignements nécessaires à l'adhésion. Nous vous deman-

dons de lui faire bon accueil et si nos arguments vous ont touché de ne pas hésiter à remplir la « demande d'adhésion » qui y est jointe.

L'augmentation notable du nombre de nos adhérents est la condition première des progrès importants que nous sommes en droit d'espérer.

Yvan AUMONT

BRETAGNE PAYS DE LOIRE

Une convention régionale, rassemblant adhérents de la N.A.R. et sympathisants se tiendra à Nantes le Samedi 5 décembre.

Renseignements et prise de contact en écrivant à N.A.R., B.P. 203, 44007 Nantes cedex 01.

Après Amboise

Le prochain numéro du « Lys Rouge » (n°36 - 56 pages - qui paraîtra début novembre) sera entièrement consacré aux retombées médiatiques de la cérémonie d'Amboise. Outre le texte intégral des discours prononcés, on y trouvera la reproduction des principaux articles que la presse a consacrés à l'événement. On peut, d'ores et déjà, nous commander ce document exceptionnel vendu au prix de 20 F. Mieux encore, profitez de l'occasion pour vous abonner au « Lys Rouge » (Un an, 4 numéros au prix de 50 F)

Bulletin de commande ou d'abonnement

Nom/Prénom: _____
Adresse: _____

- ☐ Commande le n° 36 du Lys Rouge au prix de 20 F
☐ S'abonne pour 4 numéros au Lys Rouge à partir du n°36 au prix de 50 F

Règlement à l'ordre de « Royaliste » - CCP 18 104 06 N Paris

Agenda

Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 21 F).

Mercredi 28 octobre - Depuis sa fondation en juin 1985, l'association FRANCE PLUS mène des campagnes régulières et efficaces en faveur de l'intégration politique des immigrés de la 2ème génération et des enfants des anciens harkis. Son président Areski DAHMANI viendra nous expliquer l'action de son association et en particulier l'opération « Un charter pour les droits civiques » qui vient de commencer. Areski Dahmani est né en Kabylie, il est de nationalité française et est

professeur d'économie. Il réside en France depuis douze ans.

Mercredi 4 novembre - Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

Mercredi 11 Novembre - Depuis plusieurs mois les négociations sur le désarmement, les propositions de Gorbatchev, les accords de Reykjavik ont constitué les épisodes d'un véritable feuilleton sur les relations Est-Ouest et les problèmes de défense. Devant cet afflux d'informations on se sent un peu désorienté. Qui, mieux que le Général GALLOIS pourrait venir faire le point de la situation et nous expliquer les nouvelles données de cette immense partie de poker ?

LILLE - Mardi 3 novembre. Le comte de Clermont, fils aîné du comte de Paris, sera à la Faculté de droit de Lille-Villeneuve d'Ascq, le mardi 3 novembre, où il donnera une conférence (amphithéâtre E) à 12 h, sur le thème: « Royauté et démocratie ».

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

NOM/Prénom:

Adresse:

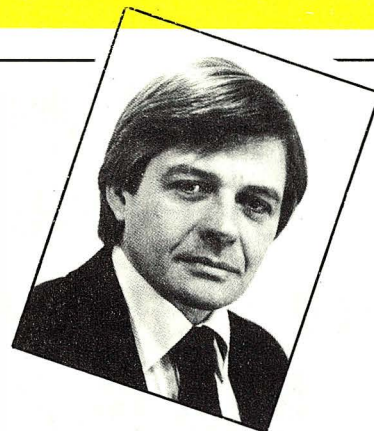
désire recevoir **sans engagement de ma part:**

- Un abonnement d'essai de trois mois à ROYALISTE
- Un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris
- Le dernier livre de Bertrand Renouvin « La République au roi dormant »
- Une brochure « Connaissez-vous les royalistes aujourd'hui ? »
- Une documentation complète sur la NAR et ses publications

le tout, d'une valeur de 210 F **pour 90 F seulement**

Règlement à l'ordre de « Royaliste », 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris, CCP 18 104 06 N Paris.

La faillite des «libéraux»



On dit que seul l'inattendu arrive, mais même les événements prévisibles finissent par survenir. Ainsi le risque majeur d'un effondrement des marchés boursiers qui avait été souligné ici même, et précisément décrit par d'autres confrères. Mais les experts, forts de leur savoir et de leurs convictions, méprisent les fantasmes des journalistes et leur goût de la dramatisation. Qui osait évoquer les jours noirs de 1929 était immanquablement accusé de naïveté ou de bêtise. Qui tentait de dénoncer l'idéologie du marché était rejeté dans les enfers de l'archaïsme. Pourtant la catastrophe s'est produite et les mêmes experts, imperturbables, évoquent la «purge» nécessaire, la «pédagogie» utile que représenterait la baisse, à la fois logique et folle, du cours des actions. Les innombrables victimes du krach apprécieront cette leçon hautaine...

MOLIERE

Comme les experts des compagnies d'assurance, ceux de l'économie et des finances constatent des dégâts qu'ils ne savent ni prévenir ni réparer. Dans «Le Monde» (1), Paul Fabra rappelle que spécialistes et responsables de l'économie avaient persuadé l'opinion publique de l'impossibilité du chômage et du caractère inéluctable de l'inflation, tandis que les étudiants des années soixante apprenaient respectueusement que le risque d'une crise mondiale était écarté à jamais, et que le Marché commun interdisait toute dévaluation. En politique économique, nous en sommes encore aux médecins de Molière, suffisants et diserts, mais d'autant plus nuls qu'ils sont séparés des milieux de la réflexion. A ce qui s'élabore à l'Université et dans les centres de recherches, ils préfèrent en général les élucubrations des cénacles américains et les fantaisies consacrées par la gloire médiatique.

Ces ignorances, ces inconséquences, ces illusions largement répandues ne doivent pas être oubliées dans la nouvelle crise qui nous frappe. Cela ne sig-

nifie pas qu'il faille négliger les causes, tant structurelles qu'immédiates, de la panique boursière. L'ampleur du déficit commercial américain, la flambée des taux d'intérêt, le risque d'une baisse du dollar, la frénésie de spéculation, ont été, à juste titre, mis en évidence. On ne saurait cependant s'en tenir à ces explications techniques, ni croire que l'on compensera les effets désastreux d'un système globalement pervers par des arrangements entre ministres des finances et des aménagements dictés par les circonstances.

Ce qui est en cause, c'est l'idéologie soi-disant libérale, c'est la religion d'un marché utopique dont Ronald Reagan est l'illustration dérisoire. A l'échec du président américain, quant aux déficits commercial et budgétaire, quant à la santé économique et financière de son pays, correspond la faillite des politiques qui se sont inspirées de son exemple. Pauvre Jacques Chirac, hâtivement converti à un «libéralisme» si contraire à sa propre tradition et à son expérience !

Ce qui est en cause, c'est ce qu'il faut bien appeler l'impérialisme américain, au risque de passer pour un esprit grossier, rétrograde et marxisant. Qu'importe. Le général de Gaulle avait raison lorsqu'il rejetait l'emprise militaire des Etats-Unis sur la France, et dénonçait les conséquences néfastes de leur domination économique et financière, leur prétention à gouverner les affaires du monde en utilisant le fauxsemblant d'une solidarité atlantique toujours conçue et mise en pratique selon leurs intérêts exclusifs.

Ce qui est en cause, c'est le capitalisme financier, le profit recherché pour lui-même, qui s'est développé au détriment des nécessités économiques comme nous l'avons expliqué cent fois, malgré la mode qui s'est répandue à droite comme à gauche. Le monde transformé en casino électronique, l'enrichissement sans cause, la spéculation éhontée, ont été célébrés comme la plus pure expression de la modernité. Dérégulation, dérèglementation, privatisations, «capitalisme populaire» : il fallait que l'argent circule et se multi-

plie. Le résultat, prévisible mais encore incalculable, est sous nos yeux : des établissements financiers et des entreprises durement touchés, et combien de petits actionnaires, victimes habituelles des soubresauts boursiers, déçus et parfois dépouillés ?

DISCREDIT

Que vont-ils faire, ceux qui nous gouvernent ? Même si la tempête est venue des Etats-Unis, ils portent, dans ce qui arrive, une écrasante responsabilité. Ni Antoine Pinay, invoqué comme une divinité tutélaire, ni le rôle modérateur des banques, ni les bricolages techniques, ne parviendront à sortir notre économie des nombreuses crises qui la perturbent.

Oh ! certes, un gouvernement de gauche n'aurait sans doute pas mieux fait face à une telle tourmente. Mais l'équipe actuelle se retrouve aujourd'hui sans le moindre projet puisque les privatisations constituaient le seul succès dont ils pouvaient se targuer. Mais l'équipe actuelle est politiquement affaiblie et moralement discréditée. A l'échec de ses réformes de société (de l'enseignement supérieur à la télévision en passant par le code de la nationalité), à ses faiblesses et à sa peur face aux provocations et au chantage de l'extrême-droite, s'ajoutent les scandales qui menacent MM. Pasqua et Chalandon et la CNCL. Trafics d'influence, forfaiture, spéculations illégales, les bruits qui courent ces temps-ci ne sont pas fait pour inspirer la confiance...

Ces fragilités, intellectuelles et structurelles, politiques et financières, font craindre le pire même s'il faut se garder d'appliquer mécaniquement la sinistre logique des années trente. Il reste, pour nous en préserver, des institutions solides et un président paisible et déterminé. Souhaitons qu'il demeure, en 1988, là où il est.

Bertrand RENOUVIN

(1) 21 octobre 1987